

LES EPISODES DE « VIOLENCE » DE NOVEMBRE 2005

Demande de Monsieur le Docteur Jean-Louis Boppe –Ministère de l'Emploi, de la Cohésion Sociale et du Logement, de la Santé et des Solidarités, Bureau de la Coopération Internationale.

Dossier initié par Antoine Molleron membre du BN de la SFP.

Deux questions principales :

- **causes et mécanismes de ces évènements collectifs violents.**
- **explications de leur inégale répartition territoriale.**

Ce dossier est rédigé par Suzanne Guillard, Secrétaire Générale de la SFP, à partir des éléments proposés par les membres du bureau de la Société Française de Psychologie :

- **Monique Allès-Jardel :professeure de Psychologie ,UFR STAPS de Toulouse.**
- **Suzanne Guillard : psychologue de l'Education**
- **Antoine Molleron : psychologue en Prévention Spécialisée et en AEMO,AMPSA.**
- **Catherine Remermier.conseillère d'orientation psychologue**

Ont également participé :

- **JeanClaude Guillemard, psychologue de l'Education**
- **Georges Masclet, professeur de Psychologie Lille 3**
- **Catherine Joubaud , psychologue de l'Education.**

En premier lieu il nous faut noter que les phénomènes de violence ne peuvent être ni définis ni expliqués de manière univoque .Ces phénomènes extrêmement complexes ont alerté depuis l'Antiquité, et ont donné lieu à de nombreuses théories dont plusieurs sont extrêmes et toutes incomplètes.

Comprendre les phénomènes de violence, chez les jeunes, est devenu un défi majeur pour la plupart des sociétés occidentales en ce début de siècle.

Du biologique au social, des caractéristiques individuelles aux caractéristiques environnementales (milieu social, familial, vie difficile, quartiers défavorisés, intégrations et indentifications multiples etc...) les causes invoquées sont nombreuses et par conséquent tout autant les théories psychosociologiques qui les sous tendent et la diversité des approches et des méthodes. Cette diversité conceptuelle et méthodologique est souvent corollée par un manque considérable de clarté et de rigueur, les résultats de nombreuses études sont difficiles,

si ce n'est impossible à interpréter parce qu'ils ne définissent pas clairement leur échantillon ou les troubles envisagés.

Les travaux disponibles aujourd'hui proviennent de plusieurs disciplines universitaires (psychologie, psychiatrie, sociologie et criminologie parmi d'autres). Les résultats d'une étude criminologique par exemple sont difficiles à comparer avec ceux d'une étude psychiatrique, même lorsque les sujets ont les mêmes caractéristiques démographiques et comportementales. Ainsi la délinquance est une notion légale, de plus elle décrit un ensemble de comportements asociaux qui se manifestent pendant l'adolescence et sont habituellement passagers. Cette notion dépend en grande partie des lois d'une société et des moyens qu'elle met en œuvre pour les faire appliquer. Une seule arrestation peut faire d'un jeune normal un délinquant et un changement de loi (décriminalisation de certaines drogues par ex.) d'un délinquant un enfant normal.

Le trouble des conduites par contre est une notion clinique qui évolue en fonction des pratiques et qui est utilisée aujourd'hui pour décrire une réalité sérieuse : elle concerne des enfants et des adolescents qui manifestent des comportements perturbateurs graves et persistants.

Les répercussions de ces actes sont nombreuses et peuvent être graves, tant sur le plan individuel que social et économique. C'est probablement la conjonction de tous ces faits qui a suscité l'importante charge médiatique et politique de l'automne 2005, voire une certaine attirance pour le morbide, et qui a eu pour conséquence la stigmatisation d'une fraction de la jeunesse. Ces discours, désignant une partie des jeunes dont l'exclusion serait à la fois la cause et le drame ne reflète pas la vision bien plus complexe de ce type de phénomènes qu'en ont les psychologues. Nous essayerons de voir successivement les éléments suivants, qui, tous, mériteraient des enquêtes scientifiques ultérieures, sous forme éventuellement de recherches actions que la Société Française de Psychologie serait à même de faire réaliser compte tenu de la diversité des praticiens et chercheurs la constituant. Bien entendu ce document n'est qu'un bref résumé. Chaque élément décrit ici devrait faire l'objet de recherches plus approfondies.

Essai de définition des déterminants et préliminaires des faits violents des banlieues.

Déterminants socio économiques

Déterminants psychologiques

Système social

Préliminaire

Considérer les phénomènes des banlieues de l'automne 2005 comme des « violences » issues de quartiers dits difficiles est par nature un contre sens historique : l'être humain n'est pas un « animal tendre » (Yves Michaud) et de par le monde les phénomènes violents sont légions : par contre la médiatisation à outrance du moindre fait violent, qui se retrouve par conséquent compartimenté et exclu du sens général, est un élément nouveau à prendre en compte. Il s'ensuit un sentiment d'insécurité renforcé et sans doute accentué ainsi par des effets de communication et de perception induisant des représentations erronées.

Ainsi les événements survenus dans les banlieues ont mis sur le devant de la scène : colère, provocation, manifestations de violence, agressions... Le discours des médias et des politiques a rapidement stigmatisé une fraction de la jeunesse qu'on a tôt fait d'enfermer dans des appartenances religieuses et communautaires (il apparaît là que l'agresseur est devenu « le

violent désigné- A.Guillotte- celui qui est le bouc émissaire dans les jeux d'adversité collective-) Il s'est, de plus, empressé de démontrer que la situation était maîtrisée en renforçant l'appareil de répression et de contrôle social en direction des familles jugées démissionnaires.

Or comprendre ces phénomènes passe par l'observation des conduites agressives et des déterminants de celles-ci.

Nous nous intéresserons ici aux déterminants sociaux et psychologiques de l'agression à l'adolescence

- **déterminants socio-économiques**

Les quartiers dits abusivement « banlieues » (certains quartiers de grandes villes sont dans le même cas) sont caractérisés par l'éloignement des centres culturels et des équipements municipaux-avec nécessité de transports coûteux pour s'y rendre –parfois également par des abandons sociaux et environnementaux importants.

La population, parfois, en difficulté sociale (chômage etc.) est confrontée à des difficultés de tous ordres et peut par conséquent être encouragée à des transgressions.

Pourtant il est à noter que parmi ceux que l'on nomme « jeunes des banlieues » et malgré cette nomination marquante seule une minorité est violente. On constate une assimilation très dévalorisante tant médiatique que politique, les « événements » nous l'ont bien démontré.

Les adolescents issus de ces quartiers manifestent des problèmes « normaux » de l'adolescence aggravés par les phénomènes sociaux et sociologiques caractéristiques de ces rassemblements de type « ghettos ». Le quartier constitue à la fois le contenant sécurisant dont on ne peut se défaire et le carcan obligé dont il est parfois impossible de sortir faute de moyens et aussi de désir.. Toutes les études sociologiques de ce type de problèmes mettent en évidence le rôle central d'un petit « noyau de désœuvrés » comme instigateur de troubles. Les observations et descriptions précises de leur comportement ont permis de recenser un certain nombre d'actes objectifs et comptabilisables, commis de façon ouverte et provocatrice et susceptibles d'avoir un effet d'entraînement collectif.

On constate la forte influence des « modèles » que nous connaissons de puis le début des siècles d'ailleurs. Une enquête approfondie, longitudinale et sur le territoire français, voire européen, serait nécessaire pour déterminer le pourcentage des sujets perturbateurs, le type de perturbations ainsi que les possibilités de prévention réelles et de remédiations. Les recherches actuelles sont parcellaires et disséminées, sans réels liens entre elles.

Ces phénomènes sont de plus explicables, sans aucun doute, par des éléments individuels :

- **déterminants psychologiques**

Indépendamment des critères diagnostics du DSM 4 et de la CIM 10 définissant les critères diagnostics du trouble oppositionnel avec provocation nous pouvons constater :

Que c'est le rapport à l'Autre et la reconnaissance en tant que sujet à part entière qui semble au cœur des tensions :

On peut pointer des contradictions de plus en plus vives entre les signes extérieurs d'appartenance au monde des adultes (ouvertures de comptes bancaires, possession à titre personnel de biens de consommation, habillement, relations sexuelles, sorties, loisirs...) et une entrée dans le monde de plus en plus différée, rendue difficile par la précarité, le chômage. La revendication d'exercer un travail un travail correct et socialement valorisant prend de l'ampleur et ne touche pas que les jeunes de ces quartiers d'ailleurs.

L'adolescence est le temps de l'indétermination par le rapport à l'avenir, de la mise à distance, de la réflexion sur soi et d'une individuation moins soumise que par le passé aux déterminismes sociaux. (Ceux-ci sont d'ailleurs parfois insupportables à envisager dans les quartiers dits défavorisés)

Devenir adulte suppose de s'émanciper des figures soutenantes et contenant de l'enfance, c'est-à-dire devenir autre sans se perdre dans ce changement : inventorier et critiquer le monde adulte et entrevoir l'avenir, en se libérant des pressions généalogiques et historiques tout en restant soi-même.

On se trouve alors confronté à un paradoxe identitaire : dû à la fois à un conflit entre langue sociale, dominante et valorisée, et /ou langue d'origine, ou langue des banlieues non dominante et par conséquent non valorisée. (Celle des enseignants des écoles ou collèges et lycées étant bien entendu dominante et valorisée.)

Entre désir d'intégrer le monde des adultes (et /ou le monde des « français ») et désir de rester ensemble le choix est difficile voire parfois impossible.

Noyé par des représentations et des attentes diverses, et parfois contradictoires, déjà à l'école, l'enfant-élève ne trouve pas de place qui permettrait une restauration identitaire adéquate. Il s'installe donc dans une attitude de refus, parfois de décrochage scolaire total, qui peut s'accompagner de troubles du comportement, prémices parfois aux violences futures.

Ces difficultés scolaires précèdent, mais pas toujours, des difficultés d'intégration sociale, et si elles sont parfois prédictives de délinquance ceci ne peut être valablement extrapolé. Ces troubles ont pu également être associés aux déficits de l'attention/hyperactivité, aux abus de drogues, aux troubles de l'humeur et troubles anxieux, au rejet social etc.. ;

Et aux éléments du système social lui-même :

- **des signaux sociaux, interactionnels**

Ceux-ci régissent, dès les infrastructures scolaires, péri et parascolaires, et les multiples signaux réglementaires, le fonctionnement social des sujets .

Les perceptions et identifications des signaux émis (perception du risque), bien entendue plus ou moins clairvoyantes, induisent les réactions des uns et des autres en retour.

(L'interprétation de la mort des deux jeunes, électrocutés, a induit une partie des événements de cet automne)

Les conduites mises en actes (prise de risque) en découlent (violences collectives de cet automne) des repères pédagogiques inadéquats

Ceux-ci peuvent être de nature pédagogique : inadéquation avec la « culture » des élèves, entre le système d'apprentissage de l'élève et le système d'enseignement.

des caractéristiques de l'environnement

: risques à l'extérieur des infrastructures scolaires, voire à l'intérieur, effets des « caïds », classes surchargées etc.... Ces éléments à eux seuls mériteraient une étude longitudinale large.

la vulnérabilité de certains jeunes

Issus de l'immigration, et /ou issus de milieux familiaux carencés ou en grande difficulté sociale, avec bien souvent des problèmes de tous ordres : environnement spatial vétuste, mal entretenu, dégradations, équipements municipaux éloignés, transports trop chers ou inadaptés, il est bien évident qu'un pourcentage (à définir également) de ces jeunes peut être entraîné à des actes de violence.

Nous préconisons une étude élargie de ces éléments ainsi que des possibilités de prévention qui peuvent d'ailleurs ne pas être coûteuses :

Deux exemples viendront étayer notre raisonnement : nécessité d'informer et former les enseignants sur les besoins des jeunes quel que soient les quartiers, sur les portées néfastes des étiquetages divers et sur le respect réciproque.(utiliser les psychologues de l'Education Nationale à cet effet pourrait être une solution non coûteuse)ainsi on cite le cas d'un collègue qui s'est embrasé suite à la construction d'une « case » en bois au fond d'une classe-marqueur racial bien entendu insupportable,mais issu de la bonne volonté d'enseignants mal renseignés.

Exemple du 13^{ème} arrondissement de Paris : à la suite de l'incendie d'août 2005 qui a décimé un immeuble ,l'accompagnement par les travailleurs sociaux en urgence et sur le long cours a permis d'éviter des manifestations de type émeutes de quartier qui ont pu exister ailleurs dans des conditions analogues.

En conclusion :

Formation, information, accompagnement sont des nécessités. Ceci peut expliquer que de évènements génèrent des actes violents par endroit, par manque d'accompagnement et excès de pratiques policières et n'en génèrent pas ailleurs.

L'action des psychologues et conseillers d'orientation psychologues, avec constitution d'équipes pluridisciplinaires de suivi et espaces d'écoute dès le premier degré, articulation avec des services extérieurs (services sociaux, PJJ, pédopsychiatrie) est indispensable.

L'adéquation des objectifs et méthodes pédagogiques avec une « culture » nouvelle est possible et pourrait également faire partie d'un processus de formation des enseignants.

L'étude des conditions de vie et des possibilités de remédier aux carences est un élément bien entendu primordial. Les psychologues sociaux pourraient mener des recherches sur les terrains.

Une approche éco-systémique des facteurs de risques et de résilience dans l'adaptation scolaire et sociale ainsi que sur la santé et le bien-être des jeunes devrait pouvoir être la règle .Sur les territoires où elle existe (Marseille Nord par ex) les évènements sont minorés par rapport à d'autres endroits.

La SFP est prête à mener des recherches sur ce sujet avec ses membres aux approches théoriques diverses.